

Kagame : "Climat politique tendu et risques d'explosion" au Burundi

@rib News, 28/03/2015 â€“ Source AFP Burundi : le prÃ©sident Rwandais craint les consÃ©quences d'une potentielle "spirale de violence" Le prÃ©sident du Rwanda, Paul Kagame, s'inquiÃ©te des consÃ©quences qu'une Ã©ventuelle spirale de violence au Burundi pourrait avoir Ã la fois sur son pays et sur les Burundais, qui s'acheminent vers des Ã©lections gÃ©nÃ©rales trÃ©s tendues dans quelques mois, dans un entretien Ã Jeune Afrique. "Le climat politique est tendu, des risques d'explosion existent et nous craignons que cette spirale potentielle de violence soit exploitÃ©e contre nous par les forces nÃ©gatives qui opÃ©rent dans l'est de la (RÃ©publique dÃ©mocratique du) Congo" (RDC), dÃ©clare le prÃ©sident Kagame dans une interview Ã l'hebdomadaire Jeune Afrique Ã paraÃ®tre dimanche.

"Nous avons surtout, en premier lieu, des craintes pour le peuple Burundais. Ce sont nos frÃ©res et nos soeurs. Tout ce qui les affecte nous affecte", ajoute M. Kagame, dont le pays borde, au nord, le Burundi. Depuis des mois, la tension politique monte au Burundi, dont l'histoire rÃ©cente a Ã©tÃ© marquÃ©e par les conflits interethniques et une longue guerre civile (1993-2006). Deux camps s'affrontent: les opposants Ã un troisiÃ©me mandat de Pierre Nkurunziza, qu'ils jugent inconstitutionnel, et les soutiens du chef de l'Etat qui dÃ©fendent son droit Ã une nouvelle candidature. Les craintes Ã l'approche des Ã©lections au Burundi ne sont pas tant celles de violences interethniques entre Hutu et Tutsi -- le pays est aujourd'hui surtout en proie Ã une lutte de pouvoir entre Hutu. Mais elles ravivent de douloureux souvenirs dans une rÃ©gion meurtrie, notamment au Rwanda, par les massacres interethniques ces derniÃ©res dÃ©cennies. IndÃ©pendamment des Ã©lections burundaises, Kigali brandit rÃ©guliÃ©rement la menace que constitue Ã ses yeux les rebelles hutu des Forces dÃ©mocratiques de libÃ©ration du Rwanda (FDLR) encore actifs dans l'est de la RDC et parmi lesquels figurent des combattants accusÃ©s d'avoir pris part au gÃ©nocide contre les Tutsi au Rwanda en 1994. InterrogÃ© par ailleurs sur l'Ã©ventualitÃ© d'une rÃ©vision constitutionnelle au Rwanda, pour lui permettre de briguer un troisiÃ©me mandat dans deux ans, le prÃ©sident Kagame rÃ©pond Ã Jeune Afrique que "2017, c'est l'affaire du peuple". "Il va de soi que nul ne peut nous dicter notre conduite", lance Paul Kagame, en rÃ©ponse Ã ceux qui - du secrÃ©taire d'Etat amÃ©ricain John Kerry au prÃ©sident franÃ§ais FranÃ§ois Hollande - ont rÃ©cemment demandÃ© aux chefs d'Etats africains de ne pas modifier leurs Constitutions pour se faire rÃ©Ã©lire. "Maintenant, c'est vrai, le temps est venu pour nous de dÃ©battre, dÃ©mocratiquement et en toute indÃ©pendance. Les conclusions en seront tirÃ©es par les Rwandais et par eux-seuls", poursuit-il. Plusieurs facteurs entreront en ligne de compte, souligne le prÃ©sident Kagame, en ajoutant que son Ã©pouse et ses enfants estiment "qu'il serait temps pour (lui) de rentrer Ã la maison". Mais "il est des exigences devant lesquelles on ne peut pas, on ne doit pas se dÃ©rober", conclut-il.